

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1964)  
**Heft:** 16

**Artikel:** Un regard neuf sur le néo-capitalisme : le socialisme: pourquoi?  
**Autor:** Cherpillod  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1026863>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Bi-mensuel romand  
N° 16 15 juillet 1964

Rédacteur responsable : André Gavillet  
Abonnement : 20 numéros 12 francs  
Le numéro : 70 centimes  
Administration, rédaction :  
Lausanne, Case Chauderon 142  
Chèque postal 10 - 155 27  
Imprimerie Raymond Fawer S. A., Lausanne

Les articles de ce numéro  
ont été discutés ou rédigés par :

Gaston Cherpillod  
Ruth Dreifuss  
André Gavillet  
Marx Lévy  
Pierre Liniger  
Christian Ogay  
C.-F. Pochon

Le N° 17 sortira de presse le 13 août 1964

## Echec à notre politique économique: Comment financer la construction de logements?

Le Conseil fédéral a répondu récemment à une petite question d'un conseiller national conservateur, M. Heil, de Zurich. Ce parlementaire s'inquiétait du fait que les restrictions de crédit paralysent le financement de la construction de logements.

Dans sa réponse embarrassée, le Conseil fédéral ne peut faire autrement que d'avouer les faiblesses de sa politique conjoncturelle.

Il vaut la peine d'entrer ici dans les détails pour surprendre le mécanisme :

1. L'argent est rendu plus rare : les capitaux étrangers sont mis hors de circuit de l'économie nationale ; les banques doivent limiter leurs crédits ;
2. L'argent plus rare devient plus cher. Les emprunts obligataires auxquels les grandes sociétés et les collectivités publiques sont obligées de recourir sont plus nombreux et plus coûteux : 3 milliards en 1964, dont 65 % émis par les pouvoirs publics. L'intérêt passe de 3 3/4 à 4 1/2-4 3/4 %. Le taux d'escompte de 2 à 2 1/2 % ;
3. Comme l'argent investi dans les immeubles représente un placement à très long terme, le taux hypothécaire évolue plus lentement que les autres taux d'intérêt. Pour les hypothèques en premier rang, il a augmenté de 1/4 % contre 1 % pour d'autres placements ;
4. Les capitaux moins abondants sont donc affectés à d'autres tâches plus rentables que le bâtiment, quand bien même la construction de logements revêt une importance nationale ;
5. Devant cette situation, le Conseil fédéral envisage de financer la construction de logements. Pour cela, il devrait autoriser les banques à remettre dans le circuit des capitaux importants ;
6. Mais par une telle mesure on stimule le secteur du génie civil et de la construction encore très chargé ; de surcroît on remet dans le circuit des sommes importantes propres à relancer l'inflation.

Contradiction. Comment y échapper ? Le Conseil fédéral se demande alors s'il ne lui serait pas possible de « repomper » par un emprunt public l'équivalent des sommes investies dans la construction de logements.

7. Un emprunt fédéral d'un montant élevé exercerait une hausse déterminante sur le taux de l'intérêt, rendant d'autant moins attrayant le taux hypothécaire. Ainsi la boucle est bouclée. Le cercle est vicieux.

La contradiction fondamentale peut se résumer ainsi : le Conseil fédéral est incapable à la fois de régler l'économie par des mesures globales (hausse du taux de l'intérêt) et en même temps de pratiquer une politique « sectorielle » qui exige une intervention active et dirigée dans des secteurs d'intérêt public.

A cela s'ajoute le fait que la construction sera freinée considérablement en 1965, que la pénurie d'appartements sera accrue, et que, pour cette même date, le Conseil fédéral s'apprête à rendre la liberté aux loyers.

Les commentateurs économiques qui pourtant n'écrivent pas dans des journaux de gauche sont souvent d'une extrême sévérité devant les faiblesses de cette politique (cf. M. René-H. Wust « La Suisse » 12.6.64). Mais il faut regretter que la gauche, elle, soit si passive. Depuis longtemps elle n'a pas eu une partie aussi décisive à jouer. Sans elle, les arrêtés du Conseil fédéral ne survivront pas au-delà d'une année, ne pouvant franchir le cap de la votation populaire. Ce serait une position de force pour négocier.

Il est possible aussi que le Conseil fédéral par peur d'un échec renonce à faire proroger les arrêtés. Mais il ne lui sera pas possible au printemps 1965 de laisser faire comme si rien ne s'était passé. Il devra élaborer un nouveau programme et rechercher l'appui syndical et socialiste. Encore une fois la partie sera décisive. A condition que l'on tende la corde.

### Un regard neuf sur le néo-capitalisme

## Le socialisme: pourquoi?

Question à ne pas poser. La révolution, en Europe de ce XXe siècle à son déclin, c'est une vieille lune. Les libéraux — conservateurs ou réformistes — quotidiennement l'affirment : le prolétariat s'est évanoui. Les communistes nient sa disparition, mais ils sont gênés quand on les somme de dire où il a passé. Malentendu. D'où provient-il ? D'une vision séculaire du prolétariat. Le prolétaire, au XIXe siècle, c'est le pauvre. « C'est nous les canuts, nous sommes tout nus... » « Debout les damnés de la terre... » De ses esclaves le capitalisme classique fait des sous-consommateurs. Mais les misérables, aujourd'hui, où les prendre ? Parmi les malades, sans doute, et les vieux travailleurs, une minorité non représentative. La plupart des travailleurs ? On se plaît à nous l'affirmer : ils sont bourgeoisés. Voilà qui rassure les idéologues bourgeois sur la pérennité du régime qu'ils défendent : la bourgeoisie va résorber son prolétariat, et l'union sacrée s'institutionnaliser.

Si jamais nous avons pu croire à ce tour de passe-passe historique, au besoin, **André Gorz (Stratégie ouvrière et néo-capitalisme, Editions du Seuil)** nous désabuserait. Il nous en fait ressouvenir : les bras chargés de biens consommateurs, le travailleur ne s'appartient pas. Les rapports de travail perpétuent l'oppression. Aujourd'hui comme hier, se réclamant d'une philosophie de l'universel abstrait, la bourgeoisie pratique un humanisme sélectif. « La formation des travailleurs... tend en fait à produire des hommes amputés dans leurs connaissances et dans leurs responsabilités. » (op. cit.)

Dans les entreprises, plus ou moins éclairé règne le despotisme. Le patronat, le plus souvent par la médiation des technocraties, ordonne. Les travailleurs sont censés obéir. La société industrielle repose sur un consensus de type militaire : c'est une armée avec son haut état-major, ses bas officiers et ses troupes. Inévitable ou non ? Sans préjuger la réponse, force nous est pourtant de le constater : sur des rapports de production fortement hiérarchisés se greffe une société civile qui se donne — à l'en croire — pour fin de promouvoir des libertés. L'économie a besoin de soldats, et l'idéologie voudrait produire des hommes. Les capitaines d'industrie sont révoltés : la société civile sème le bordel partout. Aussi sont-ils tentés de l'amender : il faut qu'elle abjure ce qu'il lui reste de sa foi dans des principes formellement démocratiques.

Nous comprenons dès lors pourquoi l'idéal humain, selon l'éthique sociale néo-capitaliste, réside dans cet homme apprivoisé, maniable à souhait : le consommateur. Par d'autres que lui sont définis ses besoins ; ses goûts, on les fabrique ; on modèle jusqu'à ses rêves. Pas davantage qu'autrefois, producteur il n'exerce un contrôle sur la production. D'un producteur enchaîné, par quel miracle pourrait naître un consommateur autonome ? Voilà la contradiction où bute nécessairement toute politique de gauche axée sur le bien-être. Une bagnole aujourd'hui, deux demain — aux USA c'est chose faite ou peu s'en faut — pour tous les travailleurs, et c'en sera fini des luttes de classes. Certes, si l'on fait fi de l'aliénation.

(Suite page 3)

# Les colonies de vacances : nullement démodées

## Vacances des jeunes 1964

Des colonies de vacances ? Pourquoi faire ? Le Suisse surchauffé croit savoir que l'enfant physiquement maigrichon de jadis, pâle du soleil bas des bas quartiers ouvriers, avale aujourd'hui, comme des spaghettis, des kilomètres de routes italiennes dans la voiture de papa. Alors, où sont les clients des « colos » ?

### Nouvelle vocation

Les colonies de vacances ont en effet dépassé le but sanitaire qui primitivement était le leur dans une société qui connaissait la sous-alimentation. Aujourd'hui, ce n'est pas de lait ou de viande qu'ont besoin les enfants, mais de plein-air, de nature, de vie collective. Les colonies de vacances répondent à ces nouveaux besoins. Le pain est moins cher qu'autrefois dans un budget, mais l'espace, mais les arbres, mais le soleil, l'eau vive sont devenus terriblement coûteux dans nos quartiers mal bâtis. Les communications de masse sont plus faciles, mais la vie communautaire, toujours plus difficile pour des individus isolés dans des loisirs clos comme des carrosseries.

### Une expérience-pilote

Nous avons interrogé M. Marcel Barbey, instituteur lausannois ; il anime « Vacances de jeunes ». Il nous a confirmé cette évolution. Au début, lors des toutes premières expériences de son association, il devait compter sur une proportion très forte de cas sociaux ou d'enfants caractériels. Aujourd'hui, ses camps regroupent des enfants qui représentent des milieux formant un large éventail social (manœuvres, enseignants, fonctionnaires). Il y a « brassage ».

M. Barbey et son équipe ont lancé la formule du camp fixe-rayonnant. Elle consiste à organiser un centre de regroupement, de ravitaillement, autour duquel se développe une vie de groupes semi-autonomes.

Avec l'aide de quelques subventions, un terrain a été acquis en 1963 à la Vallée de Joux. Il deviendra un centre de vacances pour la jeunesse vaudoise.

Il comprend aujourd'hui une tente de séjour, une tente-réfectoire (pour 40 campeurs), plus les grandes tentes-dortoirs (six couchettes et six tables). Ces installations permettent de recevoir 80 garçons, de 13 à 15 ans, répartis en deux sessions.

A ce matériel, il faut ajouter les jeux. Le « parc » est déjà imposant ; la dernière acquisition : des canoës. Projet pour cette année : faire démarrer la construction d'un bâtiment de stockage du matériel, indispensable pour l'entreposage en hiver.

Mais le problème le plus important est celui des cadres, des animateurs de ces colonies de vacances. Or, à Genève depuis 12-15 ans, à Lausanne depuis 10 ans, existent des sections C.E.M.E.A. (centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) qui ont formé déjà de nombreux moniteurs. Parmi eux se recrutent les animateurs de « Vacances des jeunes ».

### L'exemple français

Nos voisins français sont riches en expériences dans ce domaine. Ils disposent de toute une gamme d'institutions : colonies pour enfants d'âges différents, venant de milieux urbains, mi-urbains ; colonies maritimes, de montagnes. Toute une géographie.

Ce sont d'ailleurs des directeurs expérimentés qui sont venus de France apporter leur enthousiasme, leur savoir, et qui ont formé des jeunes, chez nous. Chaque année, 3000 enfants vont en « colo » dans le canton de Vaud, sans compter ceux qui accourent d'autres cantons (Genève notamment) ou de l'étranger, attirés par les Alpes, le Jura. Mais c'est une proportion encore trop faible.

Il est banal de dire que nous allons vers une civilisation des loisirs. Les clubs de vacances ont, pour les adultes, souligné l'importance de cette évolution. Les colonies pour enfants se sont transformées, elles aussi ; elles répondent aux exigences nouvelles de notre temps. Seulement ce ne sont pas, comme les clubs exotiques et pseudo-papous, des entreprises commerciales ; leur rôle éducatif est de surcroît essentiel. Aussi des efforts de pionniers comme ceux de l'équipe de « Vacances des jeunes » méritent-ils d'être mieux connus et soutenus. Ces associations ne sont pas l'arrière-garde des colonies alimentaires, elles ne sont pas une survivance ; au contraire, dans notre pays qui dans ce domaine retarde, parce que l'on vit sur l'illusion que chaque Vaudois possède « à la campagne » un cousin chez lequel on peut toujours envoyer les gosses, dans notre pays elles posent les premières pierres d'une infrastructure de centres de loisirs et d'éducation active.

## 10 ans de réussite

Le Groupement vaudois des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active fête son dixième anniversaire. Nous ne saurions laisser passer cette date sans dire notre admiration à ses animateurs, « mordus » et passionnés de travail social.

Le but des CEMEA : donner une formation professionnelle à ceux qui dirigeront des enfants dans les institutions de vacances.

Écoutons ses animateurs et ceux qui les ont vus à l'œuvre (plaquette du 10e anniversaire).

M. Jean-Pierre Nicolet, directeur du home des Chevalleyres/Blonay :

« Notre temps ne tolère plus d'amateurisme, dans quelque domaine que l'on se place. Un moniteur préparé accomplira œuvre utile et féconde, ne bornant pas son effort à un simple acte de présence. Nous sommes loin du temps des interminables promenades pour désœuvrés, de l'enceinte trop rigide d'une pelouse centrale toujours la même, de rassemblements au sifflet, de cris d'équipes trop scouts, de chants braillés, de discipline sentant la caserne. »

Mlle Marthe Magnenat, présidente du Groupement vaudois des CEMEA, avec la même forte conviction : « ... Nous désirons lutter contre la colonie au collectivisme oppressant, contre celle qui a conservé le rythme des colonies sanitaires d'il y a 30 ans, contre la colonie « fourre-tout », qui rassemble tous les cas difficiles d'une localité, y compris les chômeurs, les ménagères incapables et les personnes très dévouées ! L'action du directeur ne peut être efficace que lorsque la colonie de vacances est vraiment adaptée à son but. »

Dans la même plaquette, le docteur Henny montre combien la signification du jeu est ambivalente chez l'adolescent, d'où l'impossibilité d'improviser dans ce domaine :

« L'adolescent, qu'il soit fille ou garçon, prend progressivement de la distance à l'égard des jeux d'enfants. Il est souvent susceptible à l'égard d'activités qu'il considère comme régressives ou infantiles. Il est en même temps fortement tenté par la ressurgence de souvenirs de jeux fortement investis... L'adolescent, dans ses activités de loisirs, oscille de la phase d'isolement dans laquelle il revendique sa solitude à celle de participation parfois passionnée à l'activité du groupe, dans la recherche d'un sentiment de réassurance et de puissance dans la fusion avec la collectivité... alors, il découvre le besoin de vacances. »

## Le socialisme: Pourquoi? (Suite de la page 1)

Non, si l'on pense de l'homme qu'il n'est pas un instrument pour créer ou détruire, mais une liberté confisquée. La consommation autonome postule la libération du producteur. Car « le consommateur aliéné, c'est l'individu qui reflète dans ses besoins de consommation son aliénation comme agent de la production » (Bruno Trentin, *Tendenze del capitalismo italiano*, Editiori Riuniti, Rome).

La consommation s'est-elle accrue qualitativement ? L'orientation que lui confèrent les maîtres des oligopoles nous inclinerait à répondre par la négative. Des preuves ? Il en est d'irréfutable. Prenons l'industrie automobile. Sont-ce des outils qu'elle crée ? Des objets magiques plutôt : ils permettent au travailleur dont l'humanité fuit par tous les pores de se rajouter de l'être. Le capital gagne sur deux tableaux : le profit croît — par la prolifération de ce moyen de transport individuel — en même temps que la mystification. André Gorz porte un rude coup à ce mythe bourgeois des belles années : le progrès. Dans la civilisation capitaliste, il se refuse à distinguer entre besoins fondamentaux et besoins historiques. A juste raison, selon nous, il tient les seconds pour l'émanation des premiers. On aurait tort de les ériger en radicaux nouveautés. Il s'agit du vieux besoin physiologique à satisfaire dans un environnement modifié. Il y a moins d'un demi-siècle, on ne s'inquiétait pas de change-

ment d'air. En effet, pourquoi en eût-on changé ? Il était, en Suisse en tout cas, à peu près bon partout. Il s'est vaguement pollué depuis, du moins en plaine. Bruit, odeurs désagréables, manque d'espace, dilution de l'individu dans la foule : voilà qui suscite le besoin de vacances. Besoin riche, signifiant un développement des facultés humaines, ou besoin inhérent à la reproduction de la force de travail dans un milieu dont s'accuse l'hostilité ?

### Le socialisme : comment ?

On le répète à chaque coin de rue : l'accroissement des forces productives aimablement nous prépare une civilisation du loisir. Qu'entend-on par là ? Que le temps chômé s'allonge, nous le voyons bien. Mais quand même nous obtiendrions la semaine de 20 heures ou moins encore, à quoi consacrer le temps disponible ? Question majeure. La réponse, en effet, accouche de rien moins que d'un modèle de civilisation. Qu'est-ce que le temps vide ? C'est le degré zéro de la disponibilité. Le temps vide ne devient temps libre que pour les seuls individus qui ne sont pas extéro-conditionnés. Mais une pseudo-culture est là, prête à l'emploi, proposant généreusement ses produits factices : divertissements stériles, connaissance au rabais. Le congé qu'il octroie au travailleur, c'est au consommateur que le néo-capitalisme le reprend : jamais il ne lâche son homme. Il ne peut y avoir de politique du loisir sans la revendication

d'une culture dont les établissements seraient gérés par les travailleurs. Osons l'avouer : la liberté fait peur. Il serait étonnant qu'il n'en fût pas ainsi : à labeur servile, loisir d'esclave. Décommercialiser la culture et l'information, multiplier les centres de décision démocratiques, élargir les autonomies locales et régionales, asseoir des établissements culturels autogérés : toutes revendications que Gorz tient pour essentielles dès maintenant.

Le socialisme ne tombe pas du ciel. Il ne nous viendra pas de l'Est : le rejet de l'appropriation privée n'en a fourni que les prémisses. On sait pourquoi : nées dans la pénurie, les sociétés pré-socialistes, des décennies durant, ont souffert d'une accumulation forcée. Dans la recherche d'un modèle de vie, elles procèdent à tâtons. Le mouvement ouvrier ouest-européen garde sa chance : à lui de se frayer sa propre voie. Il suffit qu'il échappe au dilemme : réformisme ou révolution. La tactique du grignotage est vaine : le néo-capitalisme a tôt fait de réparer les menues pertes. Mais une phraséologie maximaliste plaquée sur « la défense du bifteck » ne vaut guère mieux. Dans les deux cas, le socialisme est renvoyé aux calendes grecques. De longues et dures batailles pour des réformes de structures feront concrètement aux travailleurs que le socialisme est possible, parce qu'au travers du présent ils pourront viser l'avenir. Tant il paraît évident que seules les grandes conquêtes ont force mobilisatrice. Cherpillod.